



COMMUNE DE SURPIERRE

## REGLEMENT D'ORGANISATION DU CONSEIL COMMUNAL

Le Conseil communal de Surpierre,

**v u :**

- la loi du 25 septembre 1980 sur les communes ;
- le règlement du 28 décembre 1981 d'exécution de la loi sur les communes

**arrête :**

### **CHAP. I : ORGANISATION**

#### **Art. 1 Constitution et répartition des dicastères**

<sup>1</sup> La convocation à la première séance ainsi que la constitution du Conseil communal nouvellement élu sont réglées conformément à l'art 58 LCo.

<sup>2</sup> Le Conseil communal détermine les différents dicastères et leur répartition entre les membres. La liste de la répartition figure en annexe du présent règlement. La même règle s'applique en cas d'élections complémentaires.

#### **Art. 2 Registre des intérêts**

Chaque membre du Conseil communal signale au ou à la secrétaire communal-e le ou les liens qui le lient à des intérêts privés ou publics au sens de l'article 13 de la loi sur l'information et l'accès aux documents (LInf) (RSF 17.5). Il en va de même de tout changement survenant en cours de législature.

#### **Art. 3 Remise des affaires**

La remise des affaires a lieu conformément à l'art 59 LCo.

#### **Art. 4 Jour des séances, calendrier des séances, convocation**

<sup>1</sup> Les séances ordinaires du Conseil communal se déroulent en général le lundi, à 19 heures au bureau communal à Villeneuve. L'ordre du jour est réglé à l'art. 10.

<sup>2</sup> En outre, le Conseil communal peut être convoqué pour les motifs cités à l'art. 62 al.2 LCo.

#### **Art. 5 Dossiers**

<sup>1</sup> Pour les affaires devant être traitées par le Conseil communal, des copies des pièces essentielles des dossiers nécessaires à la prise de décision doivent être remises à tous les membres du Conseil communal par le secrétariat. Chaque membre du Conseil communal peut demander des copies d'autres pièces du dossier auprès du responsable du dicastère.

<sup>2</sup> Les dossiers non copiés ainsi que des dossiers transmis au Conseil communal à titre d'information sont mis à disposition des membres du Conseil communal au secrétariat pour consultation.

<sup>3</sup> Chaque membre du Conseil communal veille à conserver en lieu sûr les dossiers reçus. Lorsqu'il quitte ses fonctions, il remet les dossiers soit à son successeur, soit au secrétariat.

#### **Art. 6 Consultation des dossiers**

<sup>1</sup> Les membres du Conseil communal ont le droit de consulter tous les dossiers de l'administration communale nécessaires à l'exercice de leur fonction.

<sup>2</sup> Les dossiers qui relèvent de la sphère privée sont traités avec toute la réserve voulue.

<sup>3</sup> Le droit de consulter les données fiscales et les dossiers d'aide sociale est autorisé pour de justes motifs.

#### **Art. 7 Procès-verbal**

<sup>1</sup> Les séances du Conseil communal font l'objet d'un procès-verbal conformément à l'art. 66 LCo.

<sup>2</sup> Par principe, le procès-verbal résume les aspects importants des délibérations et de la décision.

<sup>3</sup> Le procès-verbal est assuré par le ou la secrétaire ou placé sous sa responsabilité. Une fois rédigé, il est mis à disposition de tous les membres du Conseil communal en vue de son approbation ultérieure.

<sup>4</sup> Sur décision préalable, le Conseil communal traite les propositions de modifications et approuve le procès-verbal.

<sup>5</sup> En cas de difficultés, les débats peuvent être enregistrés. Le cas échéant, les enregistrements sont conservés jusqu'à la décision du Conseil communal de les détruire.

<sup>6</sup> Le procès-verbal n'est pas accessible au public. Toutefois, le Conseil communal peut autoriser, par une décision prise à l'unanimité, la consultation de tout ou partie du procès-verbal de la séance (art. 103<sup>bis</sup> al. 2 let. a LCo).

#### **Art. 8 Documentation**

<sup>1</sup> Les propositions soumises au Conseil communal doivent être accompagnées des documents ou indications orales utiles à la compréhension de l'affaire.

<sup>2</sup> Pour le courrier émanant du Conseil communal, le conseiller ou la conseillère communal-e qui fait la proposition soumet en règle générale un projet.

#### **Art. 9 Exécution des décisions**

<sup>1</sup> Les décisions du Conseil communal sont exécutées, en principe, sous la responsabilité du conseiller ou de la conseillère communal-e qui a formulé la proposition.

<sup>2</sup> Lorsque l'objet concerne plusieurs dicastères, les conseillers ou conseillères communaux-ales responsables se coordonnent.

## **CHAP. II: SEANCES**

### **Art. 10    Ordre du jour**

<sup>1</sup> Les affaires sont portées à l'ordre du jour lorsqu'elles sont annoncées au secrétariat jusqu'au mercredi à 18h00.

<sup>2</sup> Le syndic ou la syndique et/ou le ou la secrétaire établissent l'ordre du jour des séances au vu des affaires qui ont été annoncées.

<sup>3</sup> Le secrétariat adresse à tous les membres du Conseil communal l'ordre du jour jusqu'au jeudi à 18h00 .

<sup>4</sup> A titre exceptionnel, le Conseil communal peut, d'entente avec tous les membres présents à la séance, entrer en matière sur des affaires ne figurant pas à l'ordre du jour.

### **Art. 11    Huis clos**

Les séances du Conseil communal se tiennent à huis clos. Toutefois, en présence d'un intérêt particulier justifiant la publicité, le Conseil communal peut décider de lever entièrement ou partiellement le huis-clos (art. 62 al. 3 LCo et art. 5 al. 2 LInf).

### **Art. 12    Direction des débats**

Le syndic ou la syndique dirige les séances du Conseil communal. En cas d'absence ou de récusation, l'art. 61 a al.4 LCo s'applique.

### **Art. 13    Recours à des spécialistes**

Le Conseil communal peut entendre des tiers avant de prendre ses décisions.

### **Art. 14    Déroulement des délibérations**

<sup>1</sup> Le syndic ou la syndique donne d'abord la parole au conseiller ou à la conseillère communal-e responsable de l'affaire en délibération, puis, le cas échéant, au(x) conseiller(s) communal(aux) ou à la (aux) conseillère(s) communale(s) de(s) l'autre/autres dicastère(s) concerné(s). La discussion est ensuite ouverte.

<sup>2</sup> Pour les affaires complexes ou sur proposition d'un de ses membres, le Conseil communal peut décider de mener d'abord un débat d'entrée en matière.

<sup>3</sup> Le syndic ou la syndique clôt la discussion lorsque la parole n'est plus demandée ou qu'une motion d'ordre y afférente a été approuvée.

### **Art. 15    Décisions et nomination**

La procédure de prise des décisions ainsi que celle relative aux nominations sont réglées à l'art. 64 LCo.

### **Art. 16    Information et accès aux documents**

<sup>1</sup> Le Conseil communal informe la population conformément à l'article 83a LCo ainsi qu'aux articles 42a, 42b et 42e-42f RELCo.

<sup>2</sup> Les demandes d'accès aux documents sont traitées conformément aux articles 42c et 42g RELCo.

### **CHAP. III: REPRESENTATION**

#### **Art. 17 Signature**

Les actes du Conseil communal et les éventuels actes d'autres organes de la commune sont signés conformément à l'art. 83 LCo.

#### **Art. 18 Visa des pièces comptables**

Toute pièce comptable doit être munie du visa du conseiller ou de la conseillère communal-e responsable du dicastère.

#### **Art. 19 Retraits de fonds**

Les conditions relatives aux retraits de fonds au sens de l'art. 40 RELCo sont réglées en annexe.

### **CHAP. IV: SITUATION CONFLICTUELLE**

#### **Art. 20 Procédure de règlement des conflits**

<sup>1</sup> En situation de conflit, le syndic ou la syndique convoque une séance extraordinaire. En cas de besoin, il ou elle peut proposer un médiateur ou une médiatrice.

<sup>2</sup> Lorsque le syndic ou la syndique est à l'origine du conflit, deux conseillers ou conseillères communaux-ales peuvent convoquer une séance extraordinaire.

<sup>3</sup> Les discussions se déroulent de manière à aboutir à une solution commune.

<sup>4</sup> Lorsque des irrégularités sont constatées, les art. 150 ss LCo s'appliquent.

### **CHAP. V : STATUT ET RETRIBUTION**

#### **Art. 21 Rétribution des membres du Conseil communal**

<sup>1</sup> Les membres du Conseil communal sont rétribués conformément à l'annexe du présent règlement.

<sup>2</sup> L'annexe fixe le montant des vacations, des jetons de présence et des divers défraiements des membres du Conseil communal.

### **CHAP. VI : DISPOSITIONS FINALES**

#### **Art. 22 Entrée en vigueur**

<sup>1</sup> Le présent règlement entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Approuvé par le Conseil communal dans sa séance du 30 janvier 2017.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Secrétaire :



Stéphanie Sallin



Le Syndic :



Robert Sonnard

**Liste des annexes au règlement d'organisation du Conseil communal :**

- Annexe 1 : liste de répartition des dicastères (art. 1 al. 2 Règlement).
- Annexe 2 : retraits de fonds (art. 19 Règlement).
- Annexe 3 : rétribution des membres du Conseil communal (art. 21 Règlement).



Annexe 1 du Règlement d'organisation du Conseil communal

## REPARTITION DES DICASTERES

Période 2017-2021

fonction	conseiller communal responsable	dicastère
SYNDIC	Sonnard Robert	Finances, taxes, impôts Domaine communal
VICE-SYNDIC	Wyssa Jean-Michel	Administration Aménagement du territoire
CONSEILLER	Ballif Loïc	Bâtiments Sociétés locales, culture
CONSEILLER	Dessarzin Fernand	Sécurité (pompiers - protection civile - ORCOC) Forêts
CONSEILLER	Thierrin Laurent	Ecoles, cycles d'orientation Eclairage public Cimetière
CONSEILLER	Thierrin Raphaël	Constructions Routes, chemins publics Transports
CONSEILLER	Torche Arnaud	Eau potable Santé Affaires sociales
CONSEILLER	Tüscher Julien	Déchets Eaux usées & eaux claires Environnement

Arrêté en séance du Conseil communal le 30 janvier 2017

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Secrétaire

  
Stéphanie Sallin



Le Syndic

  
Robert Sonnard



**Annexe 2 du Règlement d'organisation du Conseil communal  
(art. 19), en application de l'art. 40 RELCo.**

## **RETRAITS DE FONDS**

Dans le cadre des disponibilités budgétaires, les retraits d'avoires bancaires ou le remboursement de placements justifiés par l'accomplissement d'une tâche communale sont autorisés pour les personnes citées aux conditions déterminées ci-après :

### **Pour tous les montants,**

La compétence de retrait d'avoires bancaires et de remboursement de placements est réservée, collectivement à deux, à :

M. Robert Sonnard, Syndic ou son remplaçant, M. Jean-Michel Wyssa, Vice-syndic

**Et**

Mme Francine Nicolet, Caissière communale ou Mme Stéphanie Sallin, Secrétaire communale

*Les signatures des personnes précitées assorties des conditions figurant ci-dessus sont légitimées auprès de l'établissement ou des établissements bancaire(s) de la Commune.*

Arrêté en séance de Conseil communal le 30 janvier 2017

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Secrétaire

Stéphanie Sallin



Le Syndic

Robert Sonnard



## Annexe 4 du Règlement d'organisation du Conseil communal (art. 22)

### RETRIBUTION DES MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAL

		VALABLE POUR LA PERIODE 2017-2021
<b>A HONORAIRES ANNUELS</b>		
<b>1. Fixes</b>		<b>Frs.</b>
M. le Syndic ou Mme la Syndique	<i>fixe</i>	2'500.00
M. le Vice-Syndic ou Mme la Vice-Syndique	<i>fixe</i>	1'800.00
Mmes et MM. les Conseillers communaux	<i>fixe</i>	1'500.00
<b>2. Séances du Conseil communal</b>	<i>par séance</i>	70.00
<b>3. Séances de l'Assemblée communale ou du Conseil général</b>	<i>par séance</i>	70.00
<b>B COMMISSIONS ET DELEGATIONS OFFICIELLES</b>		
<b>1. Commissions</b>		
M. le Président ou Mme la Présidente		30,00 / heure
Mmes et MM. les Membres		30,00 / heure
<b>2. Délégations officielles</b>		30,00 / heure
<b>C DEPLACEMENTS ET FRAIS CONSEQUENTS</b>		
<b>1. Transports publics</b>		<i>titre de transport</i>
<b>2. Véhicules privés</b>	<i>le km</i>	0,80 frs
<b>3. Hôtel, repas</b>		sur facture

Approuvé par le Conseil communal dans sa séance du 30 janvier 2017

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

La Secrétaire

Stéphanie Sallin



Le Syndic

Robert Sonnard